



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article701>

Dire adieu aux armes nucléaires

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : mercredi 12 octobre 2011

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

MOSCOU, le 9 octobre 2011

Il y a vingt-cinq ans ce mois-ci, j'étais assis en face du président américain Ronald Reagan à Reykjavik, en Islande, pour négocier un plan qui visait à réduire, et à éliminer totalement à l'horizon 2000, les terrifiants arsenaux d'armes nucléaires détenus par les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Malgré nos divergences, Reagan et moi-même partagions la ferme conviction que les pays civilisés ne devaient pas faire d'armes aussi barbares le pivot de leur sécurité. Même si nous ne sommes pas parvenus à concrétiser nos aspirations les plus élevées à Reykjavik, le sommet fut néanmoins, selon les termes de mon ancien homologue, « un point tournant fondamental dans la quête d'un monde plus stable et plus sûr ».

Les années qui viennent risquent de déterminer si notre rêve partagé de débarrasser le monde des armes nucléaires se réalisera ou non.

Les critiques du désarmement nucléaire le présentent comme irréaliste au mieux, et au pire comme un rêve utopiste dangereux. Ils avancent la « longue paix » de la Guerre froide comme preuve du fait que seule la dissuasion nucléaire est en mesure d'éviter une nouvelle guerre majeure.

En tant que personne ayant eu la maîtrise de ces armes, je ne suis absolument pas d'accord avec ce point de vue. La dissuasion nucléaire a toujours été un garant brutal et fragile de la paix. En ne parvenant pas à proposer un plan convaincant de désarmement nucléaire, les Etats-Unis, la Russie et les autres puissances nucléaires dessinent par leur inaction un avenir dans lequel les armes nucléaires seront fatalement utilisées. Nous devons prévenir cette catastrophe.

Comme moi-même, George P. Shultz, William J. Perry, Henry A. Kissinger, Sam Nunn et d'autres le disions il y a cinq ans, la dissuasion nucléaire devient de moins en moins fiable et de plus en plus dangereuse à mesure qu'augmente le nombre d'États dotés de l'arme nucléaire. A moins de guerres préventives (qui se sont révélées contreproductives) ou de sanctions efficaces (qui se sont jusqu'à présent révélées insuffisantes) seules des mesures sincères tendant à un désarmement nucléaire peuvent nous donner la sécurité mutuelle nécessaire à l'acceptation de compromis difficiles sur le contrôle des armements et les questions de non-prolifération.

La confiance et l'entente mutuelles établies à Reykjavik ont ouvert la voie à deux traités historiques. Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire de 1987 a éliminé les inquiétants missiles de frappe rapide qui menaçaient alors la sécurité de l'Europe. Et le Traité de réduction des armes stratégiques (START I), signé en 1991, a réduit les énormes arsenaux nucléaires américain et soviétique de plus de 80 pour cent en une décennie.

Mais les perspectives actuelles de progrès sur le contrôle des armements et la non-prolifération se sont assombries en l'absence d'une volonté crédible de désarmement nucléaire. J'ai appris durant ces deux longues journées de négociations à Reykjavik qu'elles peuvent être aussi constructives que difficiles. En liant un éventail de questions interconnectées, le président Reagan et moi-même avons bâti la confiance et la compréhension nécessaires à la modération d'une course aux armements nucléaires sur laquelle nous avons perdu tout contrôle.

En rétrospective, la fin de la Guerre froide a annoncé l'émergence de capacités de persuasion et d'un nouvel ordre mondial plus troublés. Les puissances nucléaires doivent à présent se conformer aux exigences du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968 et reprendre des discussions de « bonne foi » sur le désarmement. Ce retour à la table des négociations permettrait d'augmenter le capital moral et diplomatique dont disposeraient les

négociateurs cherchant à limiter la prolifération nucléaire dans un monde où plus de pays que jamais ont les moyens de se doter de l'arme nucléaire.

Seul un programme sérieux de désarmement nucléaire universel peut apporter l'assurance et la crédibilité nécessaires à l'établissement d'un consensus global sur le fait que la dissuasion nucléaire est une doctrine qui a fait son temps. Nous ne pouvons plus nous permettre, que ce soit politiquement ou financièrement, la nature discriminatoire du système actuel de pays dotés et de pays non-dotés de l'arme nucléaire.

Reykjavik a prouvé que l'audace est payante. En 1986, les conditions étaient loin d'être favorables à un traité de désarmement. Avant que je devienne le dirigeant de l'Union soviétique en 1985, les relations entre les deux superpuissances de la Guerre froide étaient au plus bas. Reagan et moi-même sommes pourtant parvenus à créer un réservoir d'esprit constructif grâce à des échanges constants et des entretiens en face à face.

Il semble qu'il manque aujourd'hui des dirigeants ayant l'audace et la vision pour établir la confiance permettant de replacer le désarmement nucléaire au centre d'un ordre mondial pacifique. Les difficultés économiques et la catastrophe de Tchernobyl nous ont poussé à agir. Comment se fait-il que la Grande récession et la catastrophe de Fukushima n'aient pas entraîné la même réponse aujourd'hui ?

Une première étape serait que les Etats-Unis ratifient enfin le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) de 1996. Le président Barack Obama a approuvé ce traité comme instrument essentiel pour limiter la prolifération et empêcher une guerre nucléaire. Il est temps qu'Obama honore les engagements qu'il a pris à Prague en 2009, qu'il endosse le rôle de Grand communicateur de Reagan et persuade le Sénat américain de formaliser l'adhésion des Etats-Unis au CTBT.

Cette évolution inciterait les autres irréductibles - la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, Israël, la Corée du Nord et le Pakistan - à réviser leur position par rapport au CTBT. Nous serions alors un peu plus près d'une interdiction totale d'essais nucléaires dans quelque environnement que ce soit - atmosphérique, sous-marin, extra-atmosphérique ou souterrain.

Une seconde étape nécessaire serait pour les Etats-Unis et la Russie de donner suite à l'accord New START et d'entreprendre des réductions plus importantes des têtes nucléaires, en particulier des armes tactiques et de réserve qui n'ont aucune utilité, qui gaspillent des fonds et menacent la sécurité. Cette étape doit être liée à l'imposition de limites sur les boucliers de défense antimissile, l'un des principaux points d'achoppement du sommet de Reykjavik.

Un Traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles (FMCT), sur lequel les discussions multilatérales ont longtemps été bloquées à Genève, et la réussite d'un second Sommet sur la sécurité nucléaire en 2012 à Séoul, devraient permettre de contrôler les matières nucléaires dangereuses. Cela signifie aussi que le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive - nucléaires, chimiques et biologiques - soit reconduit et étendu lors de la prochaine réunion des pays participant l'an prochain aux Etats-Unis.

Notre planète reste trop militarisée. Dans le contexte économique actuel, les armes nucléaires représentent un gouffre financier sans fond. Si, comme il le semble, les difficultés économiques persistent, les Etats-Unis, la Russie, et les autres puissances nucléaires doivent saisir l'occasion pour lancer des réductions multilatérales des armements par la biais de nouveaux circuits ou de circuits existants comme la Conférence du désarmement des Nations unies. Ces délibérations devraient déboucher sur plus de sécurité, pour un coût moindre.

Dans le même temps, l'accroissement des forces militaires conventionnelles - dû en grande partie au déploiement par les Etats-Unis de leur énorme puissance militaire dans le monde - doit également être abordé. Alors que nous

nous apprêtons à progresser sur la question du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), il est temps de sérieusement envisager une réduction de la charge que représentent les budgets et les forces militaires dans le monde entier.

Le président américain John F. Kennedy a dit un jour que « chaque homme, chaque femme et chaque enfant vit sous la menace d'une épée de Damoclès nucléaire, qui tient par le fil le plus ténu, capable de se rompre à tout moment ». Depuis plus de 50 ans, l'humanité regarde ce pendule mortel avec crainte, tandis que les chefs d'État débattent de la manière de renforcer ce fil qui s'effiloche. L'exemple de Reykjavik doit nous rappeler que des mesures palliatives ne sont pas suffisantes. Nos efforts passés ne seront justifiés que lorsque la bombe atomique se retrouvera aux côtés du joug de l'esclavagiste et du gaz moutarde de la Première guerre mondiale dans le musée de la sauvagerie d'une époque révolue.

â€" -

Mikhaïl Gorbatchev, ancien président de l'Union soviétique, est le fondateur de Green Cross International, une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif dont les objectifs sont de répondre aux défis mondiaux interconnectés que sont la sécurité, l'éradication de la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

Copyright : Project Syndicate, 2011.

www.project-syndicate.org

Traduit de l'anglais par Julia Gallin